

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°628 – 30 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Zoom sur le rapport "Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne" du FMI

Le 16 avril 2026, le Fonds monétaire international (FMI) a publié son rapport semestriel [Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne](#), intitulé "Des progrès durement acquis et mis à l'épreuve".

#### Des perspectives favorables fragilisées par un environnement extérieur dégradé

L'année 2025 a été favorable à l'Afrique subsaharienne, avec une croissance estimée à 4,5 %, la plus élevée depuis une décennie. Cette performance reflète à la fois des facteurs externes favorables et les effets des politiques de stabilisation macroéconomique. L'inflation a reculé fin 2025, entraîné par la baisse des prix internationaux et des politiques monétaires restrictives, tandis que les positions budgétaires se sont améliorées.

Cependant, le conflit au Moyen-Orient assombrit les perspectives. La hausse des prix de l'énergie, des engrais et des coûts de transport, combinée à des perturbations commerciales, à la baisse du tourisme et des transferts, pèsent sur l'activité économique. Le resserrement de l'appétit pour le risque dégrade les conditions de financement, dans un contexte de marges de manœuvre limitées. La croissance économique régionale devrait ainsi baisser à 4,3 % en 2026. A noter cependant, les effets varient sensiblement selon les pays : les pays importateurs de pétrole subissent une détérioration de leurs termes de l'échange et du pouvoir d'achat, tandis que les exportateurs bénéficient de recettes accrues, mais restent exposés à la volatilité.

#### La Guinée et le Bénin devraient enregistrer les plus forts taux de croissance en Afrique de l'Ouest en 2026

L'activité économique dans la sous-région resterait dynamique en 2026, bien qu'en léger ralentissement. La croissance de l'UEMOA atteindrait 5,5 %, soit un recul de 0,9 p.p. par rapport à 2025, tout en demeurant supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne. À l'échelle de la CEDEAO, la croissance s'établirait à 4,5 % en 2026. La Guinée demeurerait l'économie la plus dynamique, avec une croissance attendue à +8,7 %, portée par la mise en exploitation progressive du projet Simandou. La croissance resterait également vigoureuse au Bénin (+7 %), au Niger (+6,7 %) et en Côte d'Ivoire (+6,2 %) alors qu'elle chuterait au Sénégal à +2,2 %.

Le chiffre à retenir

**5,5 %**

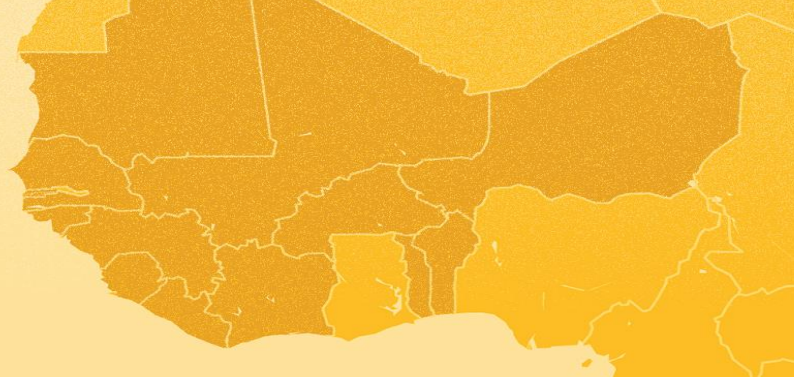
Prévision de croissance de l'UEMOA  
en 2026 selon le FMI



En 2026, l'inflation augmenterait dans les deux tiers des pays de la sous-région, tandis qu'elle reculerait significativement en Gambie (5,8 % contre 7,9 % en 2025) et au Libéria (5,7 % contre 8,3 % en 2025). À l'échelle de l'UEMOA, elle progresserait de 1,7 p.p. pour s'établir à 1,9 % en moyenne annuelle. Du côté des finances publiques, les progrès enregistrés devraient globalement se maintenir. Les soldes budgétaires resteraient relativement constants, avec des améliorations attendues en Guinée-Bissau (-4 du PIB %), en Guinée (-5 % du PIB), en Sierra Leone (-2,2 % du PIB) et en Gambie (-1 % du PIB). À l'inverse, la situation se dégraderait au Togo, où le déficit passerait de 3,2 % du PIB en 2025 à 6,7 % en 2026. Les ratios d'endettement demeureraient également globalement stables.

Pays	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation moy. annuel (en %)			Solde budgétaire (en % PIB)			Dette publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	Rév.	Valeur	Valeur	Rév.	Valeur	Valeur	Rév.	Valeur	Valeur	Rév.	Valeur	Valeur	Rév.
<b>Benin</b>	7,5	7,0	▲ 0,3	1,1	2,0	= 0,0	-2,9	-2,9	=	57,3	57,2	▲ 7,6	-5,7	-5,0	=
<b>Burkina Faso</b>	5,0	4,9	▲ 0,1	-0,6	1,5	▼ -0,9	-3,5	-3,5	=	52,0	48,8	▼ -2,9	6,7	8,6	▲ 9,8
<b>Côte d'Ivoire</b>	6,5	6,2	▼ -0,2	0,1	1,8	▲ 0,3	-3,0	-3,0	=	56,3	55,1	▲ 0,9	-1,1	-1,1	▲ 0,7
<b>Guinée-Bissau</b>	5,5	4,9	▼ -0,1	0,9	2,5	▲ 0,5	-6,7	-4,0	▼ -0,5	75,3	73,6	▼ -0,4	-6,2	-6,3	▼ -1,0
<b>Mali</b>	4,9	5,5	▲ 0,1	2,3	2,2	▲ 0,2	-1,6	-2,4	▲ 0,8	41,9	40,8	▼ -7,1	-0,8	-1,5	▲ 1,1
<b>Niger</b>	6,9	6,7	=	-4,6	0,4	▼ -2,8	-3,3	-3,7	▼ -0,7	45,4	45,5	▲ 4,1	-5,0	-6,1	▼ -1,0
<b>Senegal</b>	7,9	2,2	▼ -0,8	1,4	2,5	▲ 0,4	-7,9	-6,7	▼ -1,7	130,2	132,3	▲ 8,0	-5,6	-6,2	▼ -0,8
<b>Togo</b>	5,9	5,0	▼ -0,5	0,4	2,8	▼ -1,7	-3,2	-6,7	▼ -3,7	63,0	64,7	▼ -5,9	-1,0	-3,2	▼ -2,6
<b>Cap Vert</b>	5,5	4,8	=	2,3	2,2	▲ 0,2	1,1	-0,9	=	101,0	95,9	▼ -5,1	3,6	-0,4	▲ 1,9
<b>Gambie</b>	6,0	5,1	=	7,9	5,8	▲ 0,9	-2,9	-1,0	▼ -0,4	73,9	68,3	▼ -1,7	-4,9	-5,1	▼ -0,5
<b>Guinée</b>	6,7	8,7	▼ -1,8	3,1	4,1	▲ 1,1	-7,0	-5,0	▼ -2,0	48,1	44,7	▲ 6,6	-22,3	-3,6	▼ -1,3
<b>Liberia</b>	5,1	5,1	▼ -0,3	8,3	5,7	▼ -2,0	-1,4	-1,6	▲ 0,8	54,9	53,8	▼ -0,4	-6,3	-12,0	▼ -0,2
<b>Mauritanie</b>	4,2	4,4	▲ 0,1	1,6	4,1	▲ 0,6	-0,3	0,5	▲ 1,5	40,1	37,1	▼ -3,5	-5,8	-6,5	▲ 0,6
<b>Sierra Leone</b>	4,4	4,6	▼ -0,3	7,6	7,5	▼ -3,0	-4,2	-2,2	▼ -0,1	45,2	44,3	▲ 5,7	-5,1	-3,3	▼ -1,3
<b>UEMOA</b>	6,4	5,5	▼ -0,1	0,2	1,9	▼ -0,2	-3,7	-3,8	▼ -0,4	64,6	63,6	▲ 1,0	-1,7	-1,7	▼ -1,2
<b>CEDEAO</b>	4,7	4,5	▼ -0,2	17,7	12,3	▼ -3,5	-2,6	-3,9	▼ -0,6	49,7	47,4	▼ -1,3	2	3,5	▲ 3
<b>Afrique subsaharienne</b>	4,5	4,3	▼ -0,1	12,5	8,8	▼ -2,1	-3,8	-4,0	▼ -0,4	57,0	56,1	▼ -1,3	-0,9	-0,6	▲ 1,1
<b>Monde</b>	2,9	2,6	▼ -0,5	4,1	4,4	▲ 0,7									

Source : FMI, *World Economic Outlook (WEO)*, Avril 2026 ; Rév : révision opérée pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (WEO d'Octobre 2025) ; le solde budgétaire inclus les dons



## Régional

### 6,5 Md EUR levés sur le marché des titres publics de l'UEMOA au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Selon le bulletin trimestriel de l'agence UMOA-Titres, les Etats de l'UEMOA [ont levé](#) 4273,5 Md FCFA (6,5 Md EUR) sur le Marché des titres publics par adjudication au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2026, soit une hausse globale, toutes maturités confondues, de 43,9 % par rapport au montant mobilisé [l'an dernier](#) à la même période. La Côte d'Ivoire demeure le premier pays émetteur au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2026, ayant mobilisé 45,9 % du montant total levé, suivie par le Sénégal (25 %) et le Burkina (8,5 %). Environ 68 % des montants mobilisés avaient une maturité d'au moins 3 ans, contre 32 % l'an dernier à la même période.

### La BOAD cède ses participations au sein de BOA Niger et BOA Bénin à Sonimex

En 2025, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [a cédé](#) l'ensemble de ses participations détenues au capital de BOA Niger et BOA Bénin. L'information a été rendue publique lors de la présentation des résultats financiers et des perspectives des six filiales de Bank Of Africa le 16 avril 2026. La BOAD a ainsi cédé une participation de 2,3 % au sein du capital de BOA Bénin et de 5,7 % au sein du capital de BOA Niger au groupe industriel béninois Sonimex. En 2026, l'actionnariat de BOA Bénin se répartit donc de la sorte : 54,1 % pour la BOA West Africa, 2,3 % pour Sonimex et 43,6 % flottant sur la Bourse régional des valeurs mobilières (BRVM).. Pour BOA Niger, les parts [sont détenues](#) comme suit : 59,1 % par la BOA West Africa, 5,7 % par Sonimex et 35,2 % flottant sur la BRVM.

## Bénin

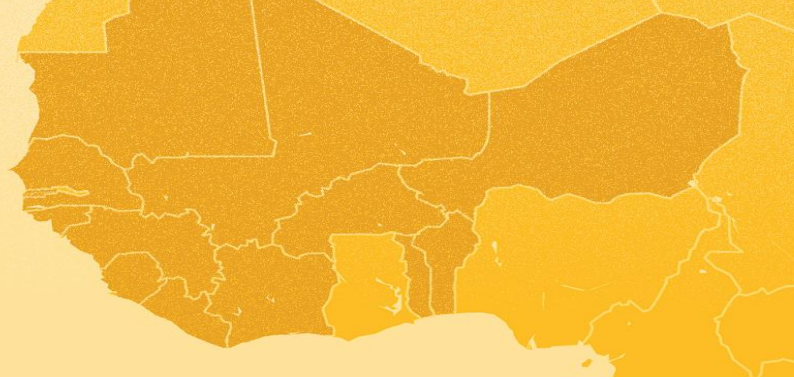
### Les recettes de fonctionnement des communes en baisse au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

Selon la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), les recettes de fonctionnement des communes au 4<sup>e</sup> trimestre 2025 [se sont établies](#) à 14,9 Md FCFA (22,7 M EUR), en baisse de 28,1 % en glissement annuel (g.a). Ce repli, imputable principalement à une diminution des recettes fiscales (-33,3 % en g.a) et des dotations et subventions (-41,7 %, accentue la fragilité de l'équilibre financier des collectivités territoriales. Les dépenses de fonctionnement se sont quant à elles établies à 17,7 Md FCFA (27 M EUR), en quasi-stagnation par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (-0,8%). Concernant les ressources dédiées à l'investissement, elles s'élevaient à 31,9 Md FCFA (48,7 M EUR), une hausse de 146 % en g.a, principalement portée par l'emprunt (62,6 % du total). Les dépenses totales d'investissement se sont établies à 41,2 Md FCFA (62,8 M EUR), en progression de 48,8 % en g.a.

## Burkina Faso

### Adoption du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2027 – 2029

Le 24 avril 2026, le Conseil des ministres burkinabè [a adopté](#) un projet de Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) couvrant la période 2027 – 2029. Selon la loi organique de 2015 relative aux lois de finances, le DPBEP a pour objectif de renforcer la discipline budgétaire en définissant une trajectoire pluriannuelle de finances publiques en lien avec les indicateurs macroéconomiques et financiers. Le DPBEP 2027 – 2029 propose 3 scénarii : un scénario optimiste, pessimiste et de base. Ce dernier



s'appuie sur l'hypothèse d'une campagne agricole favorable et d'une amélioration de la situation sécuritaire et du contrôle territorial. La prévision de croissance s'élève alors à 6,1 % en 2027, 5,5 % en 2028 et 5,3 % en 2029. Les recettes budgétaires totales seraient de 3 924,3 Md FCFA (6 Md EUR) en 2027, de 4 328,8 Md FCFA (6,6 Md EUR) en 2028 et de 4 686,4 Md FCFA (7,1 Md EUR) en 2029, soit une augmentation de 9,3 % par an en moyenne. Les dépenses totales s'élèveraient quant à elles à 4 543,3 Md FCFA (6,9 Md EUR) en 2027, à 4 992,2 Md FCFA (7,6 Md EUR) en 2028 et à 5 403,6 Md FCFA (8,2 Md EUR) en 2029, soit une progression de 9,1 % par an en moyenne. Enfin, le déficit budgétaire représenterait 2,8 % du PIB en 2027 et 2028 et 2,9 % en 2029.

## Cap-Vert

### Fitch maintient la note du pays à "B" et relève la perspective à "Positive"

Le 28 avril 2026, l'agence Fitch Ratings [a relevé](#) la perspective de la note souveraine du Cap-Vert de "Stable" à "Positive", tout en maintenant la note à long terme en devise à "B". Cette révision reflète la poursuite de l'assainissement budgétaire, soutenu par des réformes de mobilisation des recettes, avec un excédent budgétaire de 1,3 % du PIB enregistré en 2025 et projeté à 0,9 % du PIB en moyenne en 2026-2027. Selon l'agence, ces réformes entraîneront une réduction rapide de la dette publique, qui devrait se situer à 87 % du PIB d'ici 2027, contre 100 % en 2025 et un pic de 147 % en 2021. Cette révision tient également compte de perspectives de croissance robustes, portées par le secteur du tourisme et projetées en moyenne à 5,4 % en 2026-2027. Les réserves internationales ont progressé à 8,4 mois de paiements extérieurs courants en 2025. Elles sont projetées à 10,7 mois en 2026-2027.

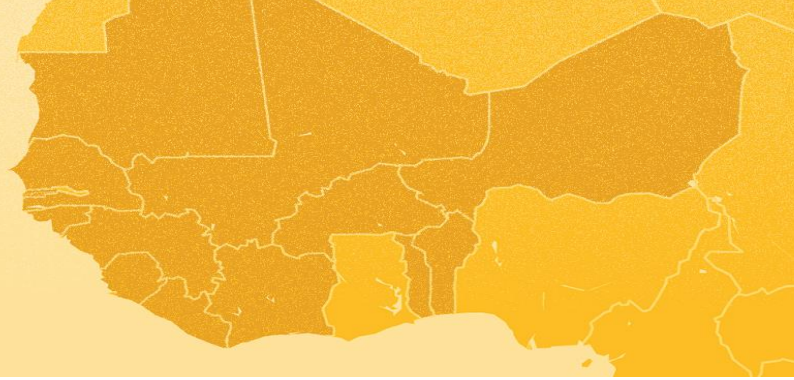
## Côte d'Ivoire

### Lancement du Cadre de coopération des Nations Unis 2026-2030, doté d'un budget de 861 M EUR

Le 28 avril 2026, le gouvernement ivoirien et le système des Nations Unies [ont lancé](#) le Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) 2026-2030, marquant une nouvelle phase de leur partenariat stratégique. Ce programme quinquennal mobilisera environ 565 Md FCFA (861,3 M EUR), dont près de 40 % sont déjà disponibles ou identifiés. Aligné sur le Plan National de Développement 2026-2030, il vise à accompagner la transformation structurelle de l'économie ivoirienne à travers la diversification, l'industrialisation et l'emploi des jeunes, tout en renforçant l'accès équitable aux services essentiels, la cohésion sociale et la résilience environnementale face aux défis climatiques.

### Adoption de deux projets de lois relatives à la réglementation bancaire et de la microfinance

Le 28 avril 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) deux projets de loi portant réglementation dans les secteurs bancaire et de la microfinance, permettant d'aligner la Côte d'Ivoire sur les lois uniformes de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA). Comme innovation, le premier projet de loi introduit entre autres la finance islamique, les "fintechs" et la monnaie électronique dans le champ bancaire national. Le 2<sup>e</sup> projet de loi vise à réformer le dispositif actuel de la microfinance en Côte d'Ivoire, via un renforcement de son cadre de gouvernance, l'introduction de nouveaux mécanismes de gestion du risque de crédit et de contrôle interne, ainsi que de gestion du système d'information. Enfin, il prévoit un renforcement du régime de protection des déposants et des utilisateurs de services financiers et prévoit des mesures de



traitement des institutions de microfinance en difficulté.

## Guinée

### Lancement du projet Kounki pour une transformation durable de la pêche et de l'aquaculture

La Guinée a officiellement [lancé](#) le projet Kounki, destiné à la modernisation du secteur halieutique. Ce projet, soutenu par la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement (AFD) et le fonds ProBlue, vise à renforcer la résilience du secteur halieutique et des communautés au changement climatique, améliorer les infrastructures de pêche et développer la chaîne de valeur dans les zones côtières et aquacoles. À terme, le projet ambitionne de faire de la pêche un levier de sécurité alimentaire et de croissance durable, en structurant durablement la chaîne de valeur halieutique et en améliorant la productivité et la compétitivité.

### Un mécanisme de répartition prévu pour la gestion des recettes du projet Simandou

Le 24 avril 2026, lors d'un panel organisé en marge du Forum Émergence Magazine, la ministre de l'Économie, des Finances et du Budget [a donné](#) quelques détails de la stratégie du Gouvernement pour encadrer les retombées économiques du mégaprojet Simandou. Le dispositif envisagé inclut la création d'un compte spécifique pour les recettes du projet afin d'assurer une bonne traçabilité ; (ii) la création d'une nouvelle direction, au sein de la Direction générale des impôts, dédiée à la fiscalité minière pour garantir une collecte optimale et (iii) la mise en place d'un fonds souverain, alimenté par les recettes du projet et destiné à contribuer à la stabilisation macroéconomique, à financer des

investissements structurant et à constituer une épargne pour les générations futures.

## Guinée-Bissau

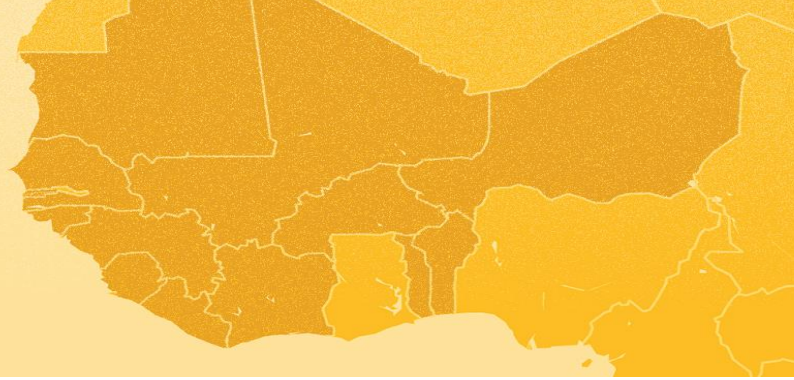
### Lancement de la campagne de transport des noix de cajou

La [campagne de transport des noix de cajou](#) depuis l'intérieur du pays vers la capitale Bissau en vue de leur exportation a été officiellement lancée le 25 avril 2026 lors d'une cérémonie présidée par le Directeur général du commerce extérieur, en présence des acteurs de la filière. À cette occasion, ce dernier a indiqué que le Gouvernement est préoccupé par la variabilité et le faible niveau de la production nationale de noix de cajou, produit constituant une part importante des exportations du pays. Il a annoncé l'envoi prochain d'une mission technique chargée d'évaluer la situation sur le terrain. Les opérateurs ont exprimé des préoccupations sur les coûts de campagne, notamment liés à la hausse des prix du transport et du carburant, ainsi qu'à l'application de taxes.

## Libéria

### Décaissement de 26,5 M USD au titre de la 3<sup>e</sup> revue FEC et approbation d'un nouvel accord FRD

Le 27 avril 2026, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) la 3<sup>e</sup> revue de programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), autorisant un décaissement de 19,3 M DTS (26,5 M USD) et portant le total des décaissements au titre du programme en cours à 77,2 M DTS (106 M USD). Le Conseil a simultanément approuvé un nouvel accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) de 193,8 M DTS (266 M USD) sur une période de 21 mois, dans le but de soutenir les autorités dans la mise en place de



mécanismes de protection face aux chocs climatiques. La mise en œuvre du programme FEC est jugée globalement satisfaisante. Le déficit budgétaire s'élève à 1,1 % du PIB en 2025, en amélioration de 0,7 p.p. par rapport à 2024. La croissance du PIB réel est estimée à 5,1 % en 2025 et en 2026, et est projetée à 5,6 % à moyen terme, sous réserve de l'implémentation de l'ensemble du programme de réformes. L'inflation est estimée à 8,3 % en 2025 et devrait diminuer à moyen terme.

## Mauritanie

### Signature de contrats de travaux dans le cadre de l'interconnexion électrique avec le Mali

Le 28 avril 2026, [s'est tenue](#) la cérémonie de signature des contrats de travaux et de contrôle du projet d'interconnexion électrique entre la Mauritanie et le Mali, ainsi que de développement de centrales solaires associées. Le projet prévoit la construction d'une ligne haute tension de 225 kV reliant Kiffa, Tintane et Aïoun, ainsi que des postes de transformation modernes. D'un coût global de 135 M USD, le projet est financé par la Banque africaine de développement (BAfD), le Fonds d'investissement climatique et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, dans le cadre de l'initiative Desert to Power. Il s'inscrit dans une vision plus large d'intégration énergétique régionale en Afrique de l'Ouest.

## Niger

### Attribution du permis d'exploitation du gisement de charbon de Salkadamna à Wanda Group

Le 22 avril 2026, le Conseil des ministres du Niger [a adopté](#) un projet de décret portant attribution d'un permis d'exploitation minière pour le gisement de charbon de Salkadamna,

situé dans le département de Tahoua. Ce permis a été attribué à la société Wanda Group pour le compte d'une société d'exploitation qui sera créée conjointement avec l'État nigérien.

## Sénégal

### Senelec acquiert 100 % de West African Energy et sécurise 25 % de la demande nationale en électricité

Dans un communiqué daté du 25 avril 2026, Senelec [a annoncé](#) avoir finalisé l'acquisition de la totalité des actions de West African Energy (WAE), la centrale à cycle combiné de 360 MW de Cap des Biches, la plus grande du Sénégal et représentant environ 25 % de la demande nationale. Le projet était initialement porté par un consortium d'investisseurs privés nationaux et le coût total est estimé 283 Md FCFA (431,4 M EUR). Senelec, qui détenait auparavant 15 % du capital, devient désormais actionnaire unique. La centrale affiche un taux d'avancement de 97,5 % et s'inscrit dans la stratégie nationale "Gas-to-Power". Sa mise en service complète en cycle combiné reste conditionnée à l'approvisionnement en gaz naturel.

### Le pays classé 1<sup>er</sup> en Afrique en termes de performance statistique

La Banque mondiale classe le Sénégal au [1<sup>er</sup> rang africain](#) dans le classement 2024 des Indicateurs de performance statistique (IPS) 2024, avec un score de 81,4/100, devant l'Afrique du Sud (81,3), l'Île Maurice (80,4) et l'Égypte (78,1), une progression de 3 places par rapport à 2023. Pour information, l'IPS évalue la qualité, l'accessibilité et la rigueur des systèmes statistiques de 188 économies à travers cinq piliers : utilisation des données, accessibilité, produits statistiques, sources et infrastructure. Cette reconnaissance intervient à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) et



témoigne l'amélioration continue du système statistique sénégalais.

### **BOA Sénégal affiche un bénéfice net en hausse de 9,8 % en g.a au 1<sup>er</sup> trimestre 2026**

La filiale sénégalaise du groupe bancaire marocain Bank of Africa (BOA) [a publié](#) ses résultats du [1<sup>er</sup> trimestre 2026](#). Le bénéfice net ressort à 5,7 Md FCFA (8,8 M EUR), en hausse de 9,8 % sur un an. Le produit net bancaire progresse de 7 % à 19,2 M EUR, porté par la hausse des revenus d'intérêts. L'encours de crédits à la clientèle a augmenté de 4,8 % en glissement annuel (g.a) à 408,1 Md FCFA (622,2 M EUR) et les ressources clientèle de 13,6 % à 962 M EUR. Le total des actifs a atteint 806 Md FCFA (1,2 Md EUR).

## **Sierra Leone**

### **Inflation en hausse à 10,2 % en g.a en mars 2026**

Selon Statistics Sierra Leone, l'inflation dans le pays en mars 2026, [s'est établie](#) à 10,2 % en glissement annuel (g.a), après 8,1 % le mois précédent et 6,4 % en janvier 2026. Ce taux d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des catégories "Logement, eau, électricité, gaz et autres carburants" (+45 % en

g.a), "Alimentation et boissons non alcoolisées" (+4,6 % en g.a), "Transports" (+22,3 % en g.a), "Santé" (+11,5 % en g.a) et "Restaurants et hôtels" (+12,4 % en g.a). Par région, les variations sont assez hétérogènes, le Nord a enregistré l'inflation en g.a la plus forte (+17,3 %) tandis que le Sud a enregistré la plus faible (+2,9 %).

## **Togo**

### **Adoption d'une stratégie nationale pour l'engagement de la diaspora**

Le vendredi 24 avril, le Togo [a validé](#) sa stratégie nationale de mobilisation de la diaspora, qui vise à mobiliser les ressources et l'expertise de la diaspora pour répondre aux priorités nationales. L'élaboration de cette stratégie s'inscrit dans le cadre du projet "Rationaliser l'engagement de la diaspora pour catalyser les investissements privés et l'entrepreneuriat pour une résilience renforcée" (SDE4R) qui bénéficie du soutien technique et financier de la Banque africaine de développement (BAfD) et de l'Organisation internationale pour la migration (OIM). La nouvelle stratégie permettra de renforcer l'engagement des togolais établis à l'étranger et d'accroître leur contribution au développement socio-économique du Togo. Pour rappel, le nombre de togolais recensé à l'extérieur était d'environ un million en 2022.

## Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
<a href="#">Bénin</a>	<a href="#">Bénin</a>
<a href="#">Burkina Faso</a>	<a href="#">Burkina Faso</a>
<a href="#">Cap-Vert</a>	<a href="#">Cap-Vert</a>
<a href="#">Côte d'Ivoire</a>	<a href="#">Côte d'Ivoire</a>
<a href="#">Gambie</a>	<a href="#">Gambie</a>
<a href="#">Guinée</a>	<a href="#">Guinée</a>
<a href="#">Guinée-Bissau</a>	<a href="#">Guinée-Bissau</a>
<a href="#">Libéria</a>	<a href="#">Libéria</a>
<a href="#">Mali</a>	<a href="#">Mali</a>
<a href="#">Mauritanie</a>	<a href="#">Mauritanie</a>
<a href="#">Niger</a>	<a href="#">Niger</a>
<a href="#">Sénégal</a>	<a href="#">Sénégal</a>
<a href="#">Sierra Leone</a>	<a href="#">Sierra Leone</a>
<a href="#">Togo</a>	<a href="#">Togo</a>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)